

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro :  
 { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
 { Par porteur ou par la poste.  
 { Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
 { Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix, minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

Le Chef du Territoire est heureux de porter à la connaissance de toute la population la teneur du télégramme qu'il a reçu du chef de l'escadrille 93 :

« GAO le 22 janvier 1934

Commissaire République — Lomé.

« Honneur vous prier bien vouloir agréer très vifs et respectueux remerciements pour l'excellent accueil fait aux équipages qui garderont un souvenir inoubliable leur passage à LOMÉ. »

MARIE

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Loi du 31 mai 1933, portant fixation du budget général de l'exercice 1933 (Arrêté du 10 janvier 1934 promulguant les articles 106 et 108 de ladite loi). 110
- Décret du 5 octobre 1933, portant extension aux colonies des accords de Lisbonne sur l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes (Arrêté de promulgation du 11 janvier 1934). 111

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant à nouveau la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains. 111

- Arrêté du 15 décembre 1933, abaissant les taux de la contribution foncière pour l'année 1934. 113
- Arrêté du 15 décembre 1933, instituant une redevance dite « droit de phare » et déterminant les modalités de recouvrement. 113
- Arrêté du 5 janvier 1934, maintenant provisoirement en 1934 les taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie. 114
- Arrêté du 10 janvier 1934, portant prorogation d'exercice du budget local, du budget annexe de la santé publique et du budget d'emprunt. 114
- Arrêté du 10 janvier 1934, portant création d'une commission permanente du chômage. 115
- Arrêté du 16 janvier 1934, portant cessation du régime du danger imminent pour le cercle de Lomé. 115
- Arrêté du 12 janvier 1934, complétant en ce qui concerne le maïs, l'arrêté du 3 février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du coton, du cacao et du coprah. 116

Arrêté du 17 janvier 1934, créant un contrôle du maïs à l'embarquement.	116 ✓
Arrêté du 24 janvier 1934, complétant l'article 12 de l'arrêté du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo.	116
Arrêté du 25 janvier 1934, portant rattachement du canton de Bogamé à la subdivision de Lomé.	117
Arrêté du 25 janvier 1934, portant établissement définitif de la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo.	117
Arrêté du 25 janvier 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933.	119
Nominations, mutations, etc... concer- nant le personnel.	120
Allocation	126
Chemin de fer Agbonou - Blitta	126
Commissions	126
Conseils d'arbitrage	126
Culture du colonnier	127
Gratifications	127
Indemnités	127
Libération conditionnelle	127
Marché	127
Mission religieuse	128
Remboursements	128
Société	128
Avis aux navigateurs	128
Domaines	128
Relevé des marchandises transportées en petite vitesse pendant le 4 <sup>e</sup> trimestre 1933.	128

## PARTIE NON OFFICIELLE

Avis	129
Loterie	129
Annonces — (Voir supplément)	

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Taxes postales

ARRETE No 22 promulguant au Togo certaines dis-  
positions de la loi du 31 mai 1933 portant fixation  
du budget général de l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu la loi du 31 mai 1933 portant fixation du budget  
général de l'exercice 1933;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le ter-  
ritoire du Togo placé sous le mandat de la France les  
dispositions suivantes des articles 106 et 108 de la  
loi du 31 mai 1933 portant fixation du budget général  
de l'exercice 1933.

Art. 106. — Dans le régime intérieur ainsi que  
dans les relations franco-coloniales et intercoloniales,  
le poids maximum des lettres et paquets clos est porté  
de 1.500 grammes à 2 kilogrammes.

Au-dessus de 1.500 grammes, la taxe d'affranchisse-  
ment de ces envois est fixée à 7 frs. 50.

Art. 108. — Dans le régime intérieur, ainsi que  
dans les relations franco-coloniales et intercoloniales,  
les taxes postales des objets de correspondance dési-  
gnés ci-après sont modifiées comme suit :

a) — Imprimés présentés à l'affranchissement en  
numéraire ou affranchis au moyen de timbres-poste  
oblitérés d'avance ou d'empreintes de machines à  
affranchir, déposés en nombre au moins égal à mille,  
triés et enliassés par département et par bureau de  
distribution :

Jusqu'au poids de 10 grammes, 10 centimes.

b) — Imprimés autres que ceux visés à l'alinéa pré-  
cédent :

Jusqu'à 20 grammes, 15 centimes,

De 20 à 50 grammes, 20 centimes,

De 50 à 100 grammes, 25 centimes.

Au-dessus de 100 grammes, augmentation par  
100 grammes ou fraction de 100 grammes, 20 centimes.

ART. 2. — Le présent arrêté qui prend son effet à  
compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934, sera enregistré, commu-  
niqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1934.

L. PÊTRE.

**Balisage et éclairage des côtes**

*ARRETE N° 23 promulguant au Togo le décret du 5 octobre 1933, portant extension aux colonies des accords de Lisbonne sur l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 octobre 1933, portant extension aux colonies des accords de Lisbonne sur l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes;

Vu la dépêche ministérielle n° 4400 A du 15 décembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 octobre 1933, portant extension aux colonies des accords de Lisbonne sur l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes.

Lomé, le 11 janvier 1934.

L. PÊTRE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 5 octobre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Aucune réglementation générale internationale n'existait avant octobre 1930, pour définir les caractères de la signalisation de jour ou de nuit, fixe ou flottante, du balisage des côtes. A cette date, un accord international est intervenu en conclusion des délibérations d'une conférence tenue à Lisbonne pour l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes.

Divers textes du département des travaux publics ont stipulé pour la France l'application de ces accords. Il conviendrait d'étendre aux colonies, partout où les circonstances le permettront, les dispositions nouvelles.

En conséquence, j'ai préparé le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

Albert DALIMIER.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la résolution, en date du 15 janvier 1930, du conseil de la Société des nations;

Vu les accords survenus à la conférence de Lisbonne le 23 octobre 1930;

Vu les adhésions de principe des chefs de nos possessions d'outre-mer;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'accord international de la conférence tenue à Lisbonne, en octobre 1930, sur l'unification du balisage et de l'éclairage des côtes, est étendu aux colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, au journal officiel de la colonie et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 5 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

*Tenue de la Convention n° 1000 du 10*  
Albert DALIMIER.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****Contribution foncière**

*ARRETE N° 661 réglementant à nouveau la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926, ensemble les arrêtés du 29 mai 1928, 4 avril 1931 et 4 novembre 1931 le modifiant;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 instituant une contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains, et l'arrêté n° 489 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 le modifiant;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Il est perçu au profit du budget local une contribution foncière sur les immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les chefs-lieux de circonscription et dans tous lieux qui auront été classés

comme centres urbains par arrêté du Commissaire de la République et qui figurent au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2. — L'impôt sur les biens immeubles bâtis est fixé selon les catégories indiquées au tableau annexé au présent arrêté et au tarif suivant :

4% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 1<sup>re</sup> catégorie;

2% de ladite valeur pour les immeubles situés dans les centres classés dans la 2<sup>e</sup> catégorie.

ART. 3. Pour la détermination de la valeur locative des immeubles bâtis, le commandant de cercle est tenu de prendre l'avis d'une commission composée de :

2 Notables européens

2 Notables indigènes

1 Représentant du service des travaux publics

Le conservateur de la propriété foncière pour Lomé.

*Membres*

Les membres sont désignés annuellement par le commandant de cercle qui pourvoit également à leur remplacement en cas d'absence, départ ou empêchement quelconque. Il préside les réunions, adresse les convocations et réunit la commission dans la deuxième quinzaine du mois de novembre.

ART. 4. — La commission détermine la valeur locative des immeubles, apprécie les plus ou moins-values qui ont pu se produire en cours d'année pour les immeubles déjà imposés et dans un rapport d'ensemble propose à l'autorité administrative chargée de l'élaboration des rôles, les modifications à apporter pour l'année suivante.

La valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques ou de locations verbales ayant date certaine soit par comparaison avec des locaux dont les loyers ont été régulièrement constatés ou sont notoirement connus soit, à défaut de ces bases, par appréciation directe au taux de 10% de la valeur vénale de l'immeuble imposé.

Cette valeur de l'immeuble imposé est déterminée soit par des actes authentiques ou sous seing-privé ayant date certaine, soit par comparaison avec des immeubles dont le prix est notoirement connu, le conservateur de la propriété foncière et le commandant de cercle pourront toujours à défaut des bases ci-dessus donner tous renseignements sur la superficie, la valeur de l'emplacement et le rendement.

ART. 5. — Sont exempts de la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis :

1<sup>o</sup> — Les immeubles appartenant au Territoire ou aux communes;

2<sup>o</sup> — Les édifices affectés au culte ou à l'enseignement dans les écoles privées régulièrement autorisées;

3<sup>o</sup> — Les immeubles bâtis dont la valeur locative annuelle est inférieure à 250 francs;

4<sup>o</sup> — Les immeubles bâtis après délivrance d'un permis de bâtir construits à une date postérieure au

1<sup>er</sup> janvier 1933. Cette exemption est accordée pour une durée de cinq années, à compter de la date de la construction.

Pour jouir de cette exemption le propriétaire doit faire une déclaration indiquant la nature du bâtiment, sa désignation exacte, sa destination, la date de sa construction et joindre une copie du permis de bâtir.

ART. 6. — La contribution foncière sur les biens immeubles non bâtis est établie sur tous les terrains non bâtis situés à l'intérieur d'un périmètre du terrain selon le tarif suivant :

urbain. Elle est déterminée d'après la valeur vénale 0,50% pour les terrains classés dans la 1<sup>re</sup> catégorie du tableau annexé au présent arrêté.

0,25% pour les terrains classés dans la 2<sup>e</sup> catégorie.

Cette valeur établie après avis de la commission prévue à l'article 3 sera déterminée soit au moyen de titres authentiques, soit par comparaison avec des terrains dont le prix est notoirement connu. Le commandant de cercle et le conservateur de la propriété foncière pourront donner à la commission, à défaut des bases ci-dessus indiquées, tous renseignements pour déterminer cette valeur quant à la superficie supposée et au rendement du terrain.

ART. 7. — Sont exempts de la contribution sur les immeubles non bâtis les terrains faisant partie du domaine public ou du domaine privé du Territoire ou appartenant aux communes, les terrains à usage de sport, stades et jardins scolaires.

ART. 8. — Les contributions foncières sur les biens immeubles bâtis et non bâtis sont dues par les propriétaires pour l'année entière, par le détenteur ou usufruitier du bien à quelque titre que ce soit, en possession au moment de l'établissement du rôle, sans que l'acquiescement de la taxe foncière puisse être invoqué comme constituant commencement de preuve de droit de propriété.

Toute mutation de cotes par suite de vente, cession, partage ou tout autre motif ne sera opérée que sur déclaration des parties intéressées ou sur production d'un acte écrit le constatant, faute de quoi le contribuable inscrit sera maintenu au rôle de l'année suivante et demeurera seul responsable de l'acquiescement de la taxe foncière.

En cas de vente volontaire ou forcée, la contribution foncière sera immédiatement exigible pour la totalité de l'année en cours.

ART. 9. — Les rôles sont nominatifs et établis séparément pour les contribuables européens et assimilés et pour les indigènes. Ils sont adressés au Commissaire de la République avant le 1<sup>er</sup> décembre pour approbation et sont mis en recouvrement conformément aux prescriptions du décret financier du 30 décembre 1912.

ART. 10. — Les contributions foncières sur les biens immeubles bâtis et non bâtis sont payables annuelle-

ment et d'avance en quatre termes au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre. Toutefois, le contribuable pourra se libérer en un ou deux versements et par anticipation, sauf pour les cotes inférieures à 10 francs qui doivent être acquittées en une seule fois au premier terme, ou par anticipation. En cas de décès du contribuable, survenu en cours d'année, ses héritiers sont tenus d'assurer le paiement de sa cote.

ART. 11. — Les réclamations relatives aux contributions foncières sont transmises, instruites et jugées dans la forme prévue pour les contributions directes.

ART. 12. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 13. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 21 du 27 janvier 1934.

*TABLEAU portant classement par catégorie des centres urbains pour imposition des immeubles bâtis ou non bâtis.*

1<sup>re</sup> Catégorie — Centres de Lomé, de Palimé et d'Anécho.

2<sup>e</sup> Catégorie — Tous autres chefs-lieux des cercles et subdivisions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 27 octobre 1933.

Lomé, le 27 octobre 1933.

Le Commissaire de la République :

R. DE GUISE.

*ARRETE N° 763 abaissant le taux de la contribution foncière pour l'année 1934.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu l'arrêté n° 661 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau la contribution foncière sur les biens immeubles bâtis ou non bâtis situés dans les centres urbains;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux fixé par l'article 2 de

l'arrêté susvisé du 27 octobre 1933 est abaissé pour l'année 1934 à :

2% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 1<sup>re</sup> catégorie.

1% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 2<sup>e</sup> catégorie.

ART. 2. — Le tarif fixé par l'article 6 du même arrêté est abaissé pour l'année 1934 à :

0,15% pour les terrains classés dans la 1<sup>re</sup> catégorie,

0,10% pour les terrains classés dans la 2<sup>e</sup> catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 21 du 27 janvier 1934.

#### Droit de phare

*ARRETE N° 762 instituant une redevance dite « droit de phare » et déterminant les modalités de recouvrement.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au territoire du Togo une redevance dite « droit de phare » dont la quotité est fixée comme suit :

Chaque navire touchant un ou plusieurs des ports situés sur la côte du Togo, paiera une redevance de 0,10 par tonne de jauge nette une seule fois à l'aller comme au retour.

ART. 2. — Le recouvrement en sera poursuivi par le service du chemin de fer et du wharf, la recette correspondante devant être faite au titre du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Approuvé par télégramme ministériel n° 21 du 27 janvier 1934.

**Indemnités**

*ARRETE N° 10 maintenant provisoirement en 1934 les taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 580 du 20 novembre 1932 fixant les taux des indemnités de zone et spéciale du Togo à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933;

Vu l'arrêté n° 581 du 20 novembre 1932 fixant les taux de l'indemnité de cherté de vie et l'indemnité spéciale du Togo allouées au personnel des cadres indigènes, de la garde indigène, de la compagnie de milice à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933;

Vu l'arrêté n° 271 du 1<sup>er</sup> mai 1933 réduisant de 10% le taux de certaines indemnités;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les taux des indemnités de zone, spéciale du Togo et de cherté de vie, allouées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1933 au personnel civil et militaire en service au Togo, restent provisoirement fixés par les arrêtés susvisés du 20 novembre 1932.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Ratifié en conseil d'administration le 25 janvier 1934.

**Prorogation d'exercice**

*ARRETE N° 19 portant prorogation d'exercice du budget local, du budget annexe de la santé publique et du budget d'emprunt.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1933;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1934, la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés :

**1<sup>o</sup> — BUDGET LOCAL.****Chapitre V — Article 2 — § 3.**

T. P. — Aménagement de casiers à la salle d'archives.

**Chapitre X — Article 7 — § 7.**

Mango — Aménagement d'étables.

**Chapitre XI — Article 1 — § 1.**

T. P. — Aménagement et transformation des anciens locaux des travaux publics (bureaux de voirie et d'hygiène).

**Chapitre XI — Article 2 — § 1.**

T. P. — Voirie intercoloniale de Lomé.

**Chapitre XI — Article 3 — § 1.**

Mango — Réfection abattoir et boucherie.

**Chapitre XI — Article 3 — § 2.**

Anécho — Pont de Salivé.

Lomé — Elargissement route Gati-Tsévié.

Klouto — Ponts Kpadapé et Nyomgbo — Rechargement voie urbaine Palimé — Route Atakpamé.

Mango — Réfection ponts provisoires.

**Chapitre XI — Article 4 — § 1.**

T. P. — Parachèvement des parties actuellement construites du nouveau cercle.

Construction d'un bâtiment à la pépinière administrative de Lomé.

Lomé — Construction école Gamé.

Sokodé — Achèvement de la subdivision administrative de Kouméa.

Mango — Construction d'écoles et d'un groupe scolaire.

**Chapitre XI — Article 5 — § 1.**

Sokodé — Aménagement terrains d'aviation de Bas-sari et Sokodé.

**Chapitre XIII — Article 6 — § 1.**

Sokodé — Construction d'abris météorologiques.

**Chapitre XX — Article 2 — § 1.**

T. P. — Construction d'une maison d'habitation au camp.

Sokodé — Subdivision administrative de Kouméa.

**Chapitre XX — Article 2 — § 2.**

T. P. — Ouvrages route Tsévié — Tokpli.

Pont de Safi.

Pont de Kpedji.

Pont d'Amakpavé.

Anécho — Achèvement route Hao-Tchekpo.

Lomé — Route de Gati (construction).

Route de Safi.

Route de Bolou-Kpéta, du Sio entre Kpedji et Alokouegbé.

Lomé — Route d'Assahoun à Kpedji, du pont de Kpedji à Agbélové.

Route de Baguida à Lébé.

Route circulaire de Lomé.

Mango — Aménagement pont Oti.

## 2<sup>o</sup> — BUDGET SANTÉ.

### Chapitre III — Article 2 — § 1.

T. P. — Installation d'eau au dispensaire d'Anécho.

Anécho — Grosses réparations aux immeubles (dispensaires d'Attitogan et Vogan).

Mango — Réfection cases d'hospitalisation.

### Chapitre III — Article 3 — § 1.

Anécho — Réfection des citernes de Kouvé et d'Aké-pé.

## 3<sup>o</sup> — BUDGET EMPRUNT.

### Chapitre XIII — Article 2 — § 1.

T. P. — Construction de latrines publiques à Lomé.

### Chapitre XIII — Article 2 — § 4.

Atakpamé — Aménagement du centre d'évacuation de Kamina.

### Chapitre XIII — Article 2 — § 5.

Mango — Construction d'un village de lépreux.

Klouto — Aménagement léproserie.

### Chapitre XIII — Article 3 — § 1.

T. P. — Aménagement de 2 chambres de repos à la maternité de Lomé.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général, le chef du service des travaux publics et les commandants des cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Mango sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 10 janvier 1934.

L. PÊTRE.

## Chômage

ARRETE N° 21 portant création d'une commission permanente du chômage.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France une « commission permanente du chômage », chargée d'étudier les moyens de venir en aide aux sans-travail togolais et de suivre l'exécution des mesures arrêtées.

ART. 2. — Cette commission, dont le siège est à Lomé est composée comme suit :

M.M. l'Administrateur-maire de Lomé . . . . . *Président*

Un adjoint à l'administrateur-maire de Lomé . . . . .

Un délégué du chef du secrétariat général . . . . .

Le chef du service des travaux publics ou son délégué . . . . .

Le président de la chambre de commerce ou son délégué . . . . . *Membres*

Le président du conseil des notables du cercle . . . . .

Le chef ADJALLE . . . . .

Deux chefs de quartier délégués par leurs collègues . . . . .

ART. 3. — La commission permanente du chômage se réunit sur la convocation de son président qui règle toutes les questions intéressant son fonctionnement.

Un compte rendu des délibérations de chaque réunion est adressé au Commissaire de la République.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1934.

L. PÊTRE.

## Santé

ARRETE N° 27 portant cessation du régime du danger imminent pour le cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634, en date du 23 octobre 1933, fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaril au Togo;

Vu l'arrêté n° 796, en date du 30 décembre 1933, plaçant le cercle de Lomé sous le régime du danger imminent;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime du danger imminent cesse, pour le cercle de Lomé, à la date du seize janvier.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1934.

L. PÊTRE.



**Exportation du maïs**

*ARRETE No 24 complétant en ce qui concerne le maïs, l'arrêté du 5 février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du coton, du cacao et du coprah.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes de palme, du coton, du cacao et du coprah; ensemble l'arrêté du 5 novembre 1932 le modifiant;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des produits naturels dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1929 portant réorganisation du service de l'inspection des produits du cru destinés à l'exportation; ensemble l'arrêté du 5 novembre 1932 le complétant;

Vu l'avis de la chambre de commerce du Togo;

Vu l'avis des conseils des notables des cercles de Lomé — Aného — Atakpamé et Klouto;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté du 5 février 1925 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

*Article 8 bis.* — Le maïs devra être :

1<sup>o</sup> — Sain, c'est-à-dire n'être ni pourri, ni moisi, ni humide, ni attaqué par les parasites.

2<sup>o</sup> — Homogène, c'est-à-dire ne pas contenir plus de 5% de grains de variétés différentes.

3<sup>o</sup> — Pur, c'est-à-dire ne pas renfermer plus de 3% en poids de matières étrangères.

4<sup>o</sup> — Plein, c'est-à-dire ne pas avoir plus de 10% de grains incomplètement développés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 janvier 1934.

L. PÊTRE.

*ARRETE No 29 créant un contrôle du maïs à l'embarquement.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 24 du 12 janvier 1934 fixant dans le territoire du Togo le conditionnement à la vente et à l'exportation du maïs;

Sur la proposition du chef du service de l'agriculture après avis du chef du service du chemin de fer et du wharf;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le service de l'agriculture est chargé de contrôler les conditions d'embarquement du maïs à la sortie du Territoire.

ART. 2. — Vingt quatre heures avant chaque expédition la chambre de commerce doit aviser par écrit le service de l'agriculture du nom de l'expéditeur et de la destination du maïs, du tonnage à exporter, des date et heure d'embarquement.

ART. 3. — Le contrôleur désigné doit veiller à ce que les transbordements se fassent dans les meilleures conditions.

Au cas où les mesures prises lui paraissent insuffisantes pour assurer l'embarquement sans risque de mouiller la marchandise, il intervient auprès du maître du wharf pour lui demander de prendre les dispositions nécessaires.

ART. 4. — Le contrôleur a libre accès sur le wharf et sur les bateaux à charger. A cet effet une carte permanente est délivrée au service intéressé par le service du wharf.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 janvier 1934.

L. PÊTRE.

**Personnel européen**

*ARRETE No 33 complétant l'article 12 de l'arrêté no 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu le vœu émis par la commission de classement;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'article 12 de l'arrêté no 611 du 12 octobre 1933 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Les dispositions de l'article 11 du présent arrêté « ne s'appliquent pas aux agents qui, réunissant les « conditions ont été inscrits au tableau d'avancement « de l'année 1934 ».



ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 janvier 1934.

L. PÊTRE.

#### Circonscriptions administratives

*ARRETE N° 35 portant rattachement du canton de Bogamé à la subdivision de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 480 du 30 septembre 1932 divisant le cercle de Lomé en 2 subdivisions;

Vu le rapport n° 1266 du 28 décembre 1933 de l'administrateur en chef, commandant le cercle de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le canton de Bogamé est rattaché à la subdivision de Lomé pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1934.

L. PÊTRE.

#### Chambre de commerce du Togo

*ARRETE N° 39 portant établissement définitif de la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo; ensemble les arrêtés des 24 décembre 1931, 29 février 1932 et 14 novembre 1933 le modifiant;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1933 portant désignation des membres de la commission chargée de l'établissement de la liste électorale en vue du renouvellement de la chambre de commerce du Togo;

Vu les procès-verbaux de réunion de la susdite commission en date des 5 décembre 1933 et 5 janvier 1934;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée et arrêtée ainsi qu'il suit la liste des électeurs à la chambre de commerce du Togo établie par la commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du 18 janvier 1928 susvisé :

##### I — Electeurs citoyens français.

BARETTE, agent de la F. A. O. Lomé.

CURTAT, agent de la S. G. G. G. Lomé.

DURONI, agent des Chargeurs Réunis Lomé.

ETCHEGARAY, agent de la S. T. A. O. Lomé.

EYCHENNE Raymond, agent des établissements

EYCHENNE Lomé.

EYCHENNE Robert, agent des comptoirs coloniaux Lomé.

FESQUET, agent de la C. I. C. A. Lomé.

GAZEL, agent de la C. G. C. A. Lomé.

JACQUOT, entrepreneur Lomé.

MARION, directeur de l'industrielle coloniale Lomé.

MENOU, directeur de la B. A. O. Lomé.

MAS, entrepreneur Lomé.

TROSSELY, agent de la S. C. O. A. Lomé.

RODIER, directeur de la S. O. C. A. F. A. Atakpamé.

##### II — Electeurs étrangers.

ARCHAMBEAU, hôtelier Lomé.

BEETSCHEN, agent des comptoirs du Togo Lomé.

BRANTINGHAM, agent des établissements WALKDEN Lomé.

CLEMENT, agent des établissements G. B. OLLIVANT Lomé.

FIGAROLI, commerçant Lomé.

GARIGLIO, hôtelier Lomé.

MORAITIS, entrepreneur Lomé.

PERKINS, agent des établissements J. HOLT Lomé.

POETZSCH, agent de la D. T. G. Lomé.

ZINDER, agent de Togo stores Lomé.

OLYMPIO S., agent de l'U. A. C. Lomé.

##### III — Electeurs originaires des pays placés sous mandat A français.

JAZZAR Raymond, commerçant à Lomé.

JAZZAR KALIF, commerçant à Lomé.

NASSAR A. Michel, commerçant à Lomé.

WILLIAM Joseph, commerçant à Lomé.

AHOQAD ELIAS Joseph, commerçant à Atakpamé.

TOUFIC FARIS, commerçant à Atakpamé.

BASMA (M<sup>me</sup> Veuve), commerçante à Atakpamé.

##### IV — Electeurs originaires des pays placés sous mandat B français.

ADJANGBA Peter, commerçant du cercle de Lomé.

AMENOUVOR Henri, commerçant du cercle de Lomé.

AYIVI VINZ, commerçant du cercle de Lomé.

AZIAMATE, commerçant du cercle de Lomé.

ANOUMOU Roland, commerçant du cercle de Lomé.

AYIKOE Paul, commerçant du cercle de Lomé.

ADJAVON Emmanuel, commerçant du cercle de Lomé.  
 Aloys SELLYS, commerçant du cercle de Lomé.  
 BAMEZON Emmanuel, commerçant du cercle de Lomé.  
 DENAYOH Joseph, commerçant du cercle de Lomé.  
 GODJE, commerçant du cercle de Lomé.  
 Hermann COLLEY, commerçant du cercle de Lomé.  
 HOMAWOO Francis, commerçant du cercle de Lomé.  
 ISSA, commerçant du cercle de Lomé.  
 Joseph COMLAN, commerçant du cercle de Lomé.  
 KPONTON André, commerçant du cercle de Lomé.  
 KOKOU FORSON, commerçant du cercle de Lomé.  
 KOUVIDJEN Dominique, commerçant du cercle de Lomé.  
 Michel AGBEMENYA, commerçant du cercle de Lomé.  
 MENSAH Albert, commerçant du cercle de Lomé.  
 OCLOO Francis, commerçant du cercle de Lomé.  
 Patrick TETE AGBO, commerçant du cercle de Lomé.  
 SAVI DE TOVE, commerçant du cercle de Lomé.  
 SANTOS Cornelius, commerçant du cercle de Lomé.  
 OLYMPIO Octaviano, commerçant du cercle de Lomé.  
 Samuel AHVÉE, commerçant du cercle de Lomé.  
 ATIKOSI TETE, commerçant du cercle d'Anécho.  
 KOUADJOVI Paul, commerçant du cercle d'Anécho.  
 AKAKPO Daniel, commerçant du cercle d'Anécho.  
 KEMIDE Hans, commerçant du cercle d'Anécho.  
 YEHOUSSI François, commerçant du cercle d'Anécho.  
 TEKOE David, commerçant du cercle d'Anécho.  
 AFOVI, commerçant du cercle d'Anécho.  
 LAWSON Edmond, commerçant du cercle d'Anécho.  
 Philippe GUGOU, commerçant du cercle d'Anécho.  
 LAWSON Richard, commerçant du cercle d'Anécho.  
 SOPOH Léopold, commerçant du cercle d'Anécho.  
 GNASSOUNOU Joseph, commerçant du cercle de Klouto.  
 ATAKPA James, commerçant du cercle de Klouto.  
 AMETEPE Otto, commerçant du cercle de Klouto.  
 AGBEKO EKLOU, commerçant du cercle de Klouto.  
 NICO ADJRA, commerçant du cercle de Klouto.  
 ADJIMAH Richard, commerçant du cercle de Klouto.  
 Simon NDANOU, commerçant du cercle de Klouto.  
 AGRIPIAH Joshua, commerçant du cercle de Klouto.  
 APAKE, commerçant du cercle de Klouto.  
 DJIRAKOR Rudolph, commerçant du cercle de Klouto.  
 ANANI, commerçant du cercle de Klouto.  
 AMEGA MAOUNA, commerçant du cercle de Klouto.  
 Christophé AGBOVI, commerçant du cercle de Klouto.  
 AYIVOR Richard, commerçant du cercle de Klouto.  
 KOUAMI Hermann, commerçant du cercle de Klouto.  
 MENSAH Henri, commerçant du cercle de Klouto.  
 AGBENYFIA Arthur, commerçant du cercle de Klouto.  
 D'ALMEIDA Augustin, commerçant du cercle de Klouto.  
 ELESSESI Daniel, commerçant du cercle de Klouto.  
 OLYMPIO Horatio, commerçant du cercle de Klouto.  
 Robert ARMATOE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Gustave DAFO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Winfried AMEDODJIE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Reinfried KOUAMI, commerçant du cercle d'Atakpamé.

Alphonse MENSAH, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Daniel LOKOH, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 NA'ALLAH, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 SOSSOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Louis MOTCHO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KEKEH Philippe, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AGBEMADON, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AFIDEGNON Stanislas, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 NOVIKOU Jonathan, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AHADJI COMLAN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 MENSAH ADJANGBA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 FANDOH ANTROBA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 SANOU DJAHLI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 FANDOH ADOLO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AKPAKI Gabriel, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AMENOUVI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 LOCOH Daniel, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KASSENE TOFFA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KEKEH Andréas, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADOSSOU Richard, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADJAGNON, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KOFFETO Paul, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 SETHO Benoît, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ASSAHA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 THODOGUIN Pascal, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Bei YAO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 GRUNISKY, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 OSSE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 SENAYA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 TOSSOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 MABIO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KOUASSI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 APEDO BANDJE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 HOUENDO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ECHELANTE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 COMLAN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ATCHIRIMI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 OGNAKOTAN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 NOUTCHOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AMEGNINOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AKPANLI COMLAN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADOGBOLOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 TINE Raphaël, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ASSOGBA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ETEKPO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 OLANLO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 N'OLONOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 DOSSE Paul, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 GNANONI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AFFOUTU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ATIOGBE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 NOURAGNON, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 GUGOU Eugène, commerçant du cercle d'Atakpamé.

MAHOUGNA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 LOCCO Antoine, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 THIMOTHEE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADJAVON Raphaël, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ATIKOSSI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ABADJÈNE, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 KOKOFINA, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AKAKPO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Simon ADJARO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 Gaspard ABBEY, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 BAKA SEVLO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 DJIBIRIL, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 HORKOO Emmanuel, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 SETTO John, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADAM Joseph, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADOSSOU, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AKOUËSSON, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 OAKUO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 CHIONI Georges, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 DAVID, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 RAMADJI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 LOUGOBO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AGBAMILOGUN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AMEGEE Alfred, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 TAMAKLOE Théodore, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ADISSIN, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 TSOBOU Stéphan, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 ALOVO Martin, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 LAURENT ESSI, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 AHRANKO, commerçant du cercle d'Atakpamé.  
 OHIN Christophe, commerçant du cercle de Sokodé.  
 Achille HUNQUES, commerçant du cercle de Sokodé.  
 GADO, commerçant du cercle de Sokodé.  
 D'ALMEIDA Emmanuel, commerçant du cercle de Sokodé.

TANOU, commerçant du cercle de Sokodé.  
 FIAWOO, commerçant du cercle de Sokodé.  
 CESSIME, commerçant du cercle de Sokodé.  
 Joseph YACOUBOU, commerçant du cercle de Sokodé.  
 Joseph AJAVON, commerçant du cercle de Sokodé.  
 ALI Bodjona, commerçant du cercle de Sokodé.  
 Nicolaus NIKOUE, commerçant du cercle de Sokodé.  
 ADAMAH, commerçant du cercle de Sokodé.  
 THOMAS, commerçant du cercle de Mango.  
 AHOUADOUGBO, commerçant du cercle de Mango.  
 TREVEH John, commerçant du cercle de Mango.  
 AGORDOMEH, commerçant du cercle de Mango.  
 ALIPUI ABOTSI, commerçant du cercle de Mango.  
 MISSI AOUA, commerçant du cercle de Mango.  
 MALAM IBRAHIMA, commerçant du cercle de Mango.  
 OUMOROU, commerçant du cercle de Mango.  
 NAYEMAOUA, commerçant du cercle de Mango.  
 TCHINCHIMAKAN, commerçant du cercle de Mango.  
 NADO, commerçant du cercle de Mango.  
 DJAMDJA, commerçant du cercle de Mango.  
 KOKOU AOUANOU, commerçant du cercle de Mango.  
 MOUSSA BABA, commerçant du cercle de Mango.  
 AMADOU SALIFOU, commerçant du cercle de Mango.  
 ALASSANI SALIFOU, commerçant du cercle de Mango.  
 JOHNSON Phlippe, commerçant du cercle de Mango.  
 AMADOU DJADLERE, commerçant du cercle de Mango.  
 SALIFOU, commerçant du cercle de Mango.  
 IDRISSOU, commerçant du cercle de Mango.  
 GARBA OUMOROU, commerçant du cercle de Mango.  
 MAHAM YARBABA, commerçant du cercle de Mango.  
 MAHAMA MEHANO, commerçant du cercle de Mango.  
 NATINDJA, commerçant du cercle de Mango.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1934.

L. PÉTRE.

### Impôts

Par arrêté du :

25 janvier 1934. — Le conseil d'administration entendu.

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933, dont détail ci-après :

N <sup>os</sup> DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	PRINCIPAL	CENTIMES ADDITIONNELS	TOTAL
368	Sokodé	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . . .	—	—	365,12
369	Mango	Impôt personnel indigène . . . . .	—	—	175,00
370	Atakpamé	Impôt personnel indigène . . . . .	—	—	320,00
371	Anécho	Impôt personnel indigène . . . . .	—	—	2.220,00
372	Atakpamé	Impôt population flottante . . . . .	—	—	80,00
373	Sokodé	Impôt population flottante . . . . .	—	—	40,00
374	Sokodé (Bassari)	Impôt population flottante . . . . .	—	—	440,00
375	Sokodé	Rachat prestations européens . . . . .	—	—	60,00

N <sup>os</sup> DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	PRINCIPAL	CENTIMES	TOTAL
				ADDITIONNELS	
376	Mango	Rachat prestations indigènes.	—	—	150,00
377	Anécho	Rachat prestations indigènes.	—	—	1.998,00
378	Atakpamé	Rachat prestations indigènes.	—	—	72,00
379	Anécho	Patentes	2.175,00	761,25	2.936,25
380	Klouto	Patentes	673,75	235,81	909,56
381	Atakpamé	Patentes	2.717,50	951,13	3.668,63
382	Sokodé (Bassari)	Patentes	280,00	98,00	378,00
383	Sokodé	Patentes	110,00	38,50	148,50
384	S. (Lama Kara)	Patentes	360,00	126,00	486,00
385	Mango	Patentes	60,00	21,00	81,00
386	Klouto	Licences	75,00	37,50	112,50
387	Atakpamé	Licences	375,00	187,50	562,50
388	Sokodé	Licences	300,00	150,00	450,00
389	Atakpamé	Véhicules	220,00	66,00	286,00
390	Klouto	Véhicules	310,00	93,00	403,00
391	Atakpamé	Véhicules	1.335,00	400,50	1.735,50
392	Sokodé (Bassari)	Véhicules	40,00	12,00	52,00
393	Mango	Véhicules	500,00	37,50	537,50
394	Sokodé	Armes perfectionnées	—	—	80,00
395	Anécho	Armes non perfectionnées	—	—	33.520,00
396	Anécho	Taxe assistance médicale indigène	—	—	1.332,00
397	Atakpamé	Taxe assistance médicale indigène	—	—	160,00
398	Mango	Taxe assistance médicale indigène	—	—	125,00
399	Sokodé	Taxe d'hygiène	—	—	100,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 1<sup>er</sup> février 1934.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC.

### — CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### PERSONNEL EUROPÉEN

###### Promotions

Par arrêtés du :

31 décembre 1933. — Sont promus dans le cadre commun supérieur de la police de l'Afrique occidentale française aux grades ci-après, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934 :

*Au grade d'inspecteur principal avant 2 ans :*

REHART Adolphe, inspecteur, conserve 2 jours.

Sont promus dans le cadre commun supérieur des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934 :

###### Exploitation

*Au grade de sous-inspecteur d'exploitation :*

BLANCHARD André, chef de gare, conserve 4 mois 9 jours.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

*RECTIFICATIF au tableau portant reclassement du personnel du cadre des travaux publics du Togo d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933 inséré au J. O. du 16 janvier 1934, page 87.*

au lieu de :

WALLON Gaston, comptable de 1<sup>re</sup> classe solde 16.000.  
LANGDON Jacques, comptable de 2<sup>e</sup> classe solde 14.500.

lire :

WALLON Gaston, comptable de 1<sup>re</sup> classe solde 12.800.  
LANGDON Jacques, comptable de 2<sup>e</sup> classe solde 12.000.

**Tableau d'avancement**

**MODIFICATIF** en date du 24 janvier 1934 à l'arrêté n° 815 du 31 décembre 1933 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 1934 du personnel européen des cadres locaux du Togo (J. O. T. 1934, page 88)

au lieu de :

Chemins de fer

Pour le grade d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe des voies et bâtiments :

1<sup>er</sup> tour choix — sous réserve d'avoir satisfait aux épreuves de l'examen prévu par l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. VEUILLET Camille, chef de section de 1<sup>re</sup> classe.

Pour le grade d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe du matériel et de la traction :

1<sup>er</sup> tour choix — pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1934 sous réserve d'avoir satisfait aux épreuves de l'examen prévu par l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. NOUVEL Lucien, sous-chef de dépôt de 1<sup>re</sup> classe.

lire :

Chemins de fer

Pour le grade d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe des voies et bâtiments :

1<sup>er</sup> tour choix.

M. VEUILLET Camille, chef de section de 1<sup>re</sup> classe.

Pour le grade d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe du matériel et de la traction :

1<sup>er</sup> tour choix — pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1934.

M. NOUVEL Lucien, sous-chef de dépôt de 1<sup>re</sup> classe.

**Affectations**

Par décisions des :

10 janvier 1934. — M. LAUQUE, adjoint principal des services civils du Togo, agent spécial au cercle de Lomé, est nommé surveillant-chef de la prison de Lomé en remplacement du maréchal des logis de gendarmerie CŒURDEVÉY.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté 324 du 20 mai 1933.

11 janvier 1934. — M. PIERRON, ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe des travaux agricoles, chef de la circonscription agricole du sud résidera dorénavant dans le cercle d'Anécho.

12 janvier 1934. — M. STOLL, ouvrier d'art principal de 3<sup>e</sup> classe des travaux publics, est nommé chef du garage central et chargé de l'école des apprentis-conducteurs, en remplacement de M. HERAUD, titulaire d'un congé administratif.

M. LE GLATIN Yves, commis de 3<sup>e</sup> classe stagiaire des services civils, agent spécial du cercle de Klouto, est nommé porteur de contrainte ad-hoc.

19 janvier 1934. — Les médecins lieutenants JOURNE et PALINACCI, nouvellement désignés pour servir au Territoire, attendus à Lomé vers le 25 janvier 1934 par s/s Touareg, sont mis à la disposition du chef du service de santé.

Le médecin-lieutenant LUTZ, provisoirement affecté à Lomé, est nommé médecin-chef de la subdivision de Bassari.

Sont nommés observateurs météorologistes pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934.

1<sup>o</sup> — Aux stations climatologiques de :

Palimé : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Misahoé : l'adjoint au commandant de cercle.

Nuatja : le chef du secteur cotonnier.

Atakpamé : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Sokodé : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Alédjo : le révérend père missionnaire.

Pagouda : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Mango : le médecin-chef de la subdivision sanitaire.

Ces observateurs auront droit à l'indemnité de 400 francs prévue à l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1933.

2<sup>o</sup> — Aux stations pluviométriques de :

Anécho : l'agent spécial.

Tsévié : l'aide-médecin indigène.

Klabé : l'infirmier chargé du dispensaire.

Yégué : l'infirmier chargé du dispensaire.

Bassari : le chef de la subdivision.

Dapango : l'infirmier chargé du dispensaire.

Ces observateurs auront droit à l'indemnité de 200 francs prévue à l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1933.

24 janvier 1934. — M. KUTSCHENRITTER, instituteur principal hors classe du Togo, directeur de l'école régionale de Lomé, est chargé cumulativement avec ses actuelles fonctions, de la direction du cours complémentaire en remplacement de M. MARTIN en instance de départ en congé.

M<sup>me</sup> LMBERT, institutrice principale de 1<sup>re</sup> classe du Togo, mise à la disposition du chef du service de l'enseignement, est chargée de cours au cours complémentaire de Lomé.

Chacun des fonctionnaires ci-dessus percevra l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933 et afférente à sa fonction.

**Congés et passages**

Par décisions des :

15 janvier 1934. — Une réquisition de passage, de Lomé à Bordeaux, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé le 16 janvier 1934, est accordée pour se rendre à Bordeaux à M. Pierre DESPALANGUES, âgé de 9 mois, fils d'un conducteur de 1<sup>re</sup> classe de l'agriculture décédé le 18 décembre 1933.

20 janvier 1934. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir 41, rue de Douai à Paris, et 99 place Fénélon Fort de France (Martinique) est accordé à M. BRASSARD Paul, ingénieur chef de station radiotélégraphique de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo qui compte 28 mois 15 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France et la Martinique en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants âgés de 13 et 11 ans sur le paquebot *Canada* attendu à Lomé vers le 19 février 1934.

22 janvier 1934. — Un congé administratif de 12 mois pour en jouir chez M. DE BEAUVAIS, 2 rue Bailleul, Paris 1<sup>er</sup> Ar. est accordé à M. MARTIN Victor, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo qui compte 71 mois 17 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à ses deux enfants âgés de 6 et 5 ans sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 2 février 1934.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir chez M. DE BEAUVAIS, 2 rue de Bailleul, Paris 1<sup>er</sup> Ar. est accordé à M<sup>me</sup> MARTIN Henriette, institutrice de 3<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo qui compte 25 mois 12 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 2 février 1934.

24 janvier 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation Lomé-Bordeaux, en 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> catégorie, est accordée à M<sup>lle</sup> GAUDONVILLE Madeleine âgée de 11 ans, fille d'un adjoint principal de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, sur le s/s *Brazza* attendu à Lomé vers le 2 février 1934, pour se rendre à les Pujols (Ariège).

## PERSONNEL INDIGÈNE

### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

#### Promotion

Par arrêté du :

31 décembre 1933. — Sont promus dans le cadre de médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières-visiteuses, commun à toutes les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934.

*Au grade de médecin auxiliaire principal de 4<sup>e</sup> classe :*  
M. HOSPICE (Dominique), médecin auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

#### Affectation

Par arrêté du Gouverneur Général du 14 décembre 1933, M. HAZOUME Léaccici, médecin auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe (stagiaire), nouvellement nommé, est placé dans la position de congé hors cadres pour une durée de deux ans.

M. HAZOUME Léaccici est mis, pendant cette période, à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

#### Titularisation

Par arrêté du Gouverneur Général du 26 décembre 1933, la sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe, CHYSOSTOME Louise, est titularisée dans son emploi, pour compter du 18 novembre 1933, date d'expiration de son année de stage réglementaire.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### Prolongation de stage

Par arrêté du :

24 janvier 1934. — Est prolongé de 6 mois, pour compter du 31 janvier 1934, le stage du préposé stagiaire de 8<sup>e</sup> classe des douanes DANIKBY Raphaël.

#### Affectations

Par décisions des :

15 janvier 1934. — Le commis-expéditionnaire de 8<sup>e</sup> classe QUEVISON Charles est mis à la disposition de l'administrateur, commandant le cercle de Sokodé, à l'expiration de son congé, en remplacement du commis-expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe PLO Bernard licencié.

17 janvier 1934. — Le commis journalier MENSAH Félix, en service au secrétariat général, est mis à la disposition du capitaine, chef du bureau militaire, en remplacement du commis-expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe AMEGNIZIN Faustin, titulaire d'un congé de 90 jours.

20 janvier 1934. — L'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe CHARDEY Francis, en service à l'école régionale de Lomé, est maintenu pour une période de 6 mois, pour compter du 31 janvier 1934, à la disposition du rapporteur de la commission des coutumes.

24 janvier 1934. — Un congé de maternité de 30 jours avec traitement, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe de l'A.O.F. Joséphine WILSON, en service à Lama-Kara, du 8 janvier au 6 février 1934 inclus pour en jouir à Lama-Kara et à Lomé.

25 janvier 1934. — Un congé de 90 jours, pour maladie, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> mai 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 5<sup>e</sup> classe LOUIS LAWSON, en service à Lomé.

#### Nominations

Par décisions des :

22 janvier 1934. — Le nommé OLIVIER WUINOU MITRONOUGNAN, est engagé en qualité de conducteur d'automobiles auxiliaire, à solde journalière de sept francs (7 francs), et mis à la disposition du commandant de cercle de Klouto, en remplacement du mécanicien conducteur d'automobiles de 1<sup>re</sup> classe LATÉKOE LATÉVI LAWSON, titulaire d'un congé.



24 janvier 1934. — Le nommé ROLLAND KOFI François, est agréé en qualité d'opérateur auxiliaire de T.S.F. à la solde journalière de dix francs (10 francs), dimanches et jours de fête compris.

Cet agent devra prêter serment devant le tribunal de première instance de Lomé, préalablement à sa prise de service.

#### Mutations

Par décision du :

12 janvier 1934. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel de l'enseignement officiel :

#### CERCLE DE LOMÉ

##### *Ecole régionale de Lomé :*

HOUENASSOU Daniel, moniteur provenant du cours de pédagogie.

MOORHOUSE AMAH, moniteur provenant du cours de pédagogie.

TOULEASSI Jean, moniteur provenant du cours de pédagogie.

SITI Jean, moniteur stagiaire provenant du cours de pédagogie.

##### *Ecole de village de Gamé (ouverture) :*

AGBODJAN Joseph, moniteur de l'école de village de Parataou.

#### CERCLE D'ANÉCHO

##### *Ecole régionale d'Anécho :*

KPONTON Lucien, instituteur de l'école de village de Daye-Apéyémé.

BOCCO Eusèbe, instituteur de l'école de village d'Aképé.

BONIN François, moniteur de l'école régionale de Lomé.

##### *Ecole de village d'Aképé :*

ACOUËTEY Bernard, instituteur provenant du cours de pédagogie.

#### CERCLE DE KLOUTO

##### *Ecole régionale de Palimé :*

VIGNON Paul, instituteur de l'école régionale d'Anécho.

##### *Ecole de village de Daye-Apéyémé :*

ACAKPO ECOUE, moniteur provenant du cours de pédagogie.

#### CERCLE DE MANGO

##### *Ecole régionale de Mango :*

AMEGANVI Louis, moniteur provenant du cours de pédagogie.

#### CERCLE DE SOKODÉ

##### *Ecole de village de Parataou :*

GOUDEAGBE William, moniteur de l'école régionale d'Anécho.

#### Congés et permissions

Par décisions des :

10 janvier 1934. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 15 janvier au 15 mars 1934 inclus, est accordé au moniteur agricole de 3<sup>e</sup> classe Joseph MENSAH KLOUSSE, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 6 jours, avec traitement, du 18 au 23 janvier 1934 inclus, est accordée au planton de 9<sup>e</sup> classe PADONOU Maurice, en service à la direction des chemins de fer, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

Est et demeure rapportée la décision du 8 décembre 1933, accordant congé à l'aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe VIVODI Hermann, et portant mutation de l'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe FOLLY Blaise.

11 janvier 1934. — Une permission de 12 jours, avec traitement, du 15 au 26 janvier 1934 inclus, est accordée au médecin auxiliaire CLOCUH Christian, en service à Pagouda, pour en jouir à Lama-Kara.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 15 janvier au 28 février 1934 inclus, est accordé au surveillant auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe des P.T.T. DOVI Christophe, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

12 janvier 1934. — Un congé de 45 jours, avec traitement, du 15 janvier au 28 février 1934 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe de l'A.O.F. VICTORINE MABOUDOU, née DOSSOU, en service à Sokodé, pour en jouir à Lomé.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 15 au 30 janvier 1934 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe stagiaire de l'A.O.F. DROGO Joséphine, en service à Mango, pour en jouir à Lama-Kara.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 16 janvier au 1<sup>er</sup> mars 1934 inclus, est accordé à l'aide-médecin de 5<sup>e</sup> classe VIVODI Hermann, en service à Mango, pour en jouir à Lomé.

L'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe FOLLY Blaise, en service à Sokodé, est affecté à Mango durant le congé de l'aide-médecin VIVODI Hermann.

Une permission de 6 jours, avec traitement, du 18 au 23 janvier 1934 inclus, est accordée au planton de 8<sup>e</sup> classe PADONOU Célestin, en service à la station de T.S.F. de Lomé, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

16 janvier 1934. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril 1934 inclus, est accordé au chef de station de 4<sup>e</sup> classe MENSAH Joseph, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> mai 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe CADMUS KUADJOVI, en service aux travaux publics, pour en jouir à Anécho.



17 janvier 1934. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> mai 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 6<sup>e</sup> classe AMEGNIZIN Faustin, en service au bureau militaire, pour en jouir au Territoire.

Un congé pour maladie de 90 jours, avec traitement, du 12 janvier au 11 avril 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6<sup>e</sup> classe KODJO LOBEMÉ en service au chemin de fer (traction) pour en jouir au Togo.

19 janvier 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 25 janvier au 23 février 1934, pour en jouir à Agouégan (cercle d'Anécho) est accordé à l'infirmier de 1<sup>re</sup> classe KOUIMI Noël en service à l'hôpital de Lomé.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril 1934 inclus, est accordé au surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe des P.T.T. NANDOMA CODJO, en service à Sokodé, pour en jouir à Mango.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 2 mars 1934 inclus, est accordé au commis de 8<sup>e</sup> classe des P.T.T. GERMA Bernard, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

20 janvier 1934. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril 1934 inclus, est accordé au chef de train de 6<sup>e</sup> classe Jean Yovo, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de maternité de 60 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> avril 1934 inclus, est accordé à la monitrice de 4<sup>e</sup> classe RANDOLPH Adeline, en service à l'école ménagère d'Anécho, pour en jouir à Anécho.

22 janvier 1934. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> mai 1934 inclus, est accordé au mécanicien-conducteur d'automobiles de 1<sup>re</sup> classe LATEKOE LATÉVI LAWSON, en service à Klouto pour en jouir au Territoire.

#### Commissions d'enquête

Par arrêté du :

13 janvier 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe des colonies	Président
LUTZ, médecin lieutenant des troupes coloniales,	Membres
ZEKPA APOTI Samuel, infirmier de 3 <sup>e</sup> classe,	

se réunira sur la convocation de président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'infirmière-visiteuse contractuelle AQUEREBURU Eunice.

19 janvier 1934. — Une commission d'enquête composée de :

M. M. NATIVEL, administrateur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe des colonies.	Président
ESTASSY Yves, ingénieur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe du cadre général des travaux publics des colonies,	Membres
LATEVI TÉVI, mécanicien conducteur d'automobiles principal de 3 <sup>e</sup> classe,	

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du mécanicien conducteur d'automobiles de 4<sup>e</sup> classe COCKSON Kokou AGBÉKO Edmond.

#### Sanction disciplinaire

Par décision du :

11 janvier 1934. — Une punition de 6 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien conducteur de 5<sup>e</sup> classe HOLLOR Emmanuel, en service à Pagouda, pour négligence dans son service.

#### Suspension de fonctions

Par décision du :

20 janvier 1934. — Le commis radiotélégraphiste principal de 5<sup>e</sup> classe du cadre local indigène du Togo EBANDA Ernest, titulaire d'un congé expiré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1934 qui n'a pas rejoint son poste par paquebot *Amérique* du 16 janvier 1934, est suspendu de ses fonctions pour compter de cette dernière date.

#### Licenciements

Par arrêté du :

13 janvier 1934. — Le brigadier-chef d'hygiène de 1<sup>re</sup> classe TIDJANI ALI, est licencié de son emploi, pour compter 15 janvier 1934, pour inaptitude physique.

#### FORCES DE POLICE

##### 1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :

##### Révocation

Par arrêté du :

17 janvier 1934. — Est révoqué pour « inconduite » à compter du 1<sup>er</sup> février 1934, le milicien de 2<sup>e</sup> classe DARREI, N<sup>o</sup> Mle M/250, de la 4<sup>e</sup> section de milice Anécho.

##### Mutations

Sont admis pour compter du 15 janvier 1934 à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice au dit jour, les gradé et miliciens dont les noms suivent :

DOUGA, caporal-chef, N<sup>o</sup> Mlc M/17, de la compagnie de milice Lomé.

OUNANA, milicien 1<sup>re</sup> classe N<sup>o</sup> Mle M/73, de la compagnie de milice Lomé.

ASSIMA, milicien 1<sup>re</sup> classe N<sup>o</sup> Mle M/80, de la compagnie de milice Lomé.

BONKPASSE II, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/201, de la compagnie de milice Lomé.

DOKASSA, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/205, de la compagnie de milice Lomé.

KOUDIANGO MESSI, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/177, de la compagnie de milice Lomé.

ABOUDOU AMOUSSOU, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/204, de la compagnie de milice Lomé.

KALI LIMA, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/41, de la compagnie de milice Lomé.

TOUSSOUGBE, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/148, de la compagnie de milice Lomé.

ADAM PATCHA, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/146, de la compagnie de milice Lomé.

OUSMANE TARAORÉ, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/224, de la compagnie de milice Lomé.

TIOMBABOU, milicien 1<sup>re</sup> classe N° Mle M/84, de la compagnie de milice Lomé.

AJAVON Antoine, milicien 2<sup>e</sup> classe N° Mle M/287, de la compagnie de milice Lomé.

## 2° — Garde indigène :

### Rengagement

Est rengagé pour 1 an à compter du 11 décembre 1933, le garde de 2<sup>e</sup> classe LAOUTAN, Mle 662, du peloton de Lomé.

### Congé

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé au garde de 1<sup>re</sup> classe ABINATA, Mle 354, du peloton d'Atakpamé, pour en jouir à Siou (Sokodé).

### Punition

Est portée à 30 jours de prison dont 15 de retenue de solde, la punition de 8 jours de prison avec retenue de solde infligée en décembre 1933 par le commandant de cercle d'Anécho au garde de 2<sup>e</sup> classe YOTA, N° Mle 626.

### Licenciements

a) Est licencié par mesure disciplinaire à compter du 15 janvier 1934, le garde de 2<sup>e</sup> classe KOUNOU, Mle 864, du peloton de Lomé.

b) Est licencié pour fin de contrat à compter du 1<sup>er</sup> février 1934, le garde de 1<sup>re</sup> classe MANINTEDE, N° Mle 373, du peloton de Lomé.

Par décision du :

19 janvier 1934. — Une prime de licenciement égale à deux mois de solde de présence est accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe BAYAKINA, Mle 813 du peloton d'Anécho en position de congé sans solde jusqu'au 8 février 1934 date de son licenciement pour fin de contrat.

La gratuité du transport est accordée à la femme du garde BAYAKINA pour accompagner ce dernier à Niamtougou (Sokodé) où l'interessé a déclaré vouloir se retirer.

### Mutations

Par arrêté du :

17 janvier 1934. — Sont admis dans la garde indigène conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467 du 15 août 1933, les ex-miliciens dont les noms suivent, pour compter du 15 janvier 1934, avec les grades et classes ci-après :

DOUGA, brigadier 2<sup>e</sup> classe Mle 964, ex-caporal-chef de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

OUNANA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 965, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

ASSIMA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 966, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

BONKPASSE II, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 967, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

DOKASSA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 968, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

KOUDIANGO MESSI, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 969, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

ABOUDOU AMOUSSOU, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 970, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

KALI LIMA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 971, ex-milicien 1<sup>re</sup> classé de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

TOUSSOUGBE, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 972, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

ADAM PATCHA, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 973, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

OUSMANE TARAORÉ, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 974, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

TIOMBABOU, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 975, ex-milicien 1<sup>re</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au peloton de dépôt de la garde indigène.

AJAVON Antoine, garde 2<sup>e</sup> classe Mle 976, ex-milicien de 2<sup>e</sup> classe de la compagnie de milice affecté le dit jour au détachement de police Lomé.

### Affectations

Sont affectés pour compter du 15 janvier 1934 :

*au peloton de Lomé :*

BADEMA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 283, du peloton de dépôt.

*au peloton d'Anécho :*

ALONAN, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 892, du peloton de dépôt.

BAMA DANDAONA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 791, du peloton de dépôt.

*au peloton de Klouto :*

KERIM, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 818, du peloton de dépôt.

*au peloton de Mangô :*

BAOUA MOUSSA, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 876, du peloton de dépôt.

N'DABESSO, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 963, du peloton de dépôt.

*au peloton d'Atakpamé :*

SINTOHOUÉ, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 718, du peloton de dépôt.

Est rayé des contrôles de la garde indigène, le garde de 2<sup>e</sup> classe NIANGA, Mle 729, du peloton de Klouto, décédé le 18 décembre 1933.

**ALLOCATION**

Par arrêté du :

25 janvier 1934. — Une allocation annuelle de 1.200 frs. est accordée à ALI TIDJANI, ancien agent d'hygiène, licencié pour inaptitude physique.

L'allocation est payable par trimestre et d'avance à compter du 15 janvier 1934.

La dépense résultant du présent arrêté est imputable au chapitre I — article 3 — paragraphe 1, allocations à des chefs et anciens agents de l'administration.

Cette allocation est personnelle.

**CHEMIN DE FER AGBONOU — BLITTA**

Par arrêté du :

16 janvier 1934. — Une avance une fois faite et non renouvelable de 4.000 francs (quatre mille francs) est faite à M. BILLET, chef du service du chemin de fer en vue de lui permettre d'acquitter les frais d'inauguration de la ligne Agbonou — Blitta.

Il devra justifier de l'emploi de la somme mise à sa disposition dans les délais et formes réglementaires.

La présente avance sera imputée au chapitre XVIII, articles 1, paragraphe 1, du budget local et les justifications présentées au même budget, chapitre XV, article 3, paragraphe 1, exercice 1934.

**COMMISSIONS**

Par décisions des :

20 janvier 1934. — La commission prescrite par l'article 4 de l'arrêté du 17 janvier 1927 du gouverneur général de l'A. O. F. composée de :

M.M. Le capitaine de génie BILLET, chef du service du chemin de fer et du wharf . . . *Président*

BONNARD, chef du service de l'exploitation,

VEUILLET Camille, chef du service de la voie,

NOUVEL, chef du service de la traction,

JONCA, chef du bureau des finances,

*Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue d'établir le décompte des gratifications à accorder au titre de l'année 1933 aux agents du service du chemin de fer et du wharf.

Une commission composée ainsi qu'il suit :

Le chef de cabinet, représentant le Commissaire de la République . . . *Président*

Le chef de la section du personnel,

Le chef du bureau des finances, représentant le chef du secrétariat général, *Membres*

M. Conso, adjoint des services civils, *secrétaire-rapporteur*

est constituée en vue d'étudier une révision des traitements et indemnités du personnel des cadres locaux indigènes à intervenir pour compter du 1<sup>er</sup> février 1934.

Cette commission examinera successivement la situation :

a) des cadres supérieurs,

b) des cadres subalternes,

c) des emplois supérieurs et subalternes des travaux publics,

d) des emplois du chemin de fer.

Pour chacun de ces examens, elle s'adjoindra deux représentants des fonctionnaires intéressés choisis par leurs collègues.

Elle dressera procès-verbal sommaire de ses délibérations et soumettra ses propositions au Commissaire de la République.

22 janvier 1934. — La composition de la commission prévue à l'article premier de la décision du 3 février 1928 est modifiée de la manière suivante :

à Lomé :

Le chef du service des travaux publics *Président*  
L'adjoint au commandant de cercle de Lomé,

Le conservateur de la propriété foncière, *Membres*  
Un représentant de la mission intéressée.

**CONSEILS D'ARBITRAGE**

Par arrêté du :

10 janvier 1934. — Sont nommés assesseurs des conseils d'arbitrage de travail indigène pour l'année 1934 :

*Conseil de Lomé*

a) — Assesseurs titulaires :

M.M. Georges CURTAT, agent de la S.G.G.G. à Lomé, de nationalité française,

Octaviano OLYMPIO, notable et commerçant à Lomé,

b) — Assesseurs suppléants :

M.M. Emile GAZEL, agent de la C.G.C.A. à Lomé, de nationalité française,

Augustino DE SOUZA, notable et commerçant à Lomé.

*Conseil de Klouto*

a) — Assesseurs titulaires :

M.M. Louis PIQUELIN, directeur de la compagnie générale du Togo à Agou, de nationalité française,

Michel APALOO, commerçant à Palimé.

**b) — Assesseurs suppléants :**

M. M. Albert REYMOND, industriel à Palimé, de nationalité helvétique,  
James ATAKPAH, commerçant à Agou-gare.

**Conseil d'Atakpamé****a) — Assesseurs titulaires :**

M. M. Pierre PAGES, agent de la S. G. G. G. à Atakpamé, de nationalité française,  
Andréas KEKEH, notable et commerçant à Atakpamé.

**b) — Assesseurs suppléants :**

M. M. Georges ROPIER, agent de la S. O. C. A. F. A. à Atakpamé de nationalité française,  
ATCHIKITI, chef du canton d'Atakpamé (Niania).

**Conseil de Sokodé****a) — Assesseurs titulaires :**

M. M. Pierre AZEMARD, agent de la S. G. G. G. à Sokodé, de nationalité française,  
PALANGA, chef supérieur des Kabrais à Lama-Kara,

**b) — Assesseurs suppléants :**

M. M. Achille HUNGUES, commerçant à Sokodé, de nationalité française,  
Assi, chef du canton de Pjia.

**CULTURE DU COTONNIER****Par décision du :**

20 janvier 1934. — M. DAGRON, chef du secteur du cotonnier, du kapokier et du karité est habilité à dresser procès-verbal des contraventions prévues par les textes en vigueur concernant la culture du cotonnier.

M. DAGRON, prêter par écrit le serment réglementaire devant le tribunal de première instance de Lomé.

**GRATIFICATIONS****Par décisions des :**

11 janvier 1934. — Une gratification de cent cinquante francs (150 frs.) est accordée à l'infirmière auxiliaire Alba LEQUISSIM.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XII, article 3, paragraphe 2, du budget local, exercice 1934.

22 janvier 1934. — Une gratification de 100 francs est accordée à l'adjudant SOKOTO DE SOUZA, en service hors-cadres au cercle de Klouto.

**INDEMNITÉS****Par décisions des :**

12 janvier 1934. — Conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 20 mai 1933 sur les indemnités, M. STOLL, ouvrier d'art principal de 3<sup>e</sup> classe des travaux publics, est désigné en qualité de chef du garage central, pour remplir la fonction suivante prévue à l'arrêté N° 642 du 27 octobre 1933 :

« Examen pour l'obtention de permis de conduire et réception des véhicules automobiles ».

Cet agent aura droit à l'indemnité prévue à l'arrêté du 27 octobre 1933.

17 janvier 1934. — Le transit du service local actuellement à Anié est transporté à Pagala.

Le facteur enregistreur de 3<sup>e</sup> classe AJAVON René, chef de station à Pagala est chargé, cumulativement avec ses fonctions, du service postal et du transit du service local à Pagala.

Il percevra en cette qualité les indemnités de fonctions prévues au tableau n° 1 annexé à l'arrêté du 24 mai 1933.

Est abrogée la décision n° 943 du 2 décembre 1933 chargeant le facteur enregistreur FREITAS du service postal et du transit du service local à Anié.

**LIBÉRATION CONDITIONNELLE****Par arrêté du :**

10 janvier 1934. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

KODJO DOGBEVI, condamné le 24 février 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

AKOVI SEWOA, condamné le 24 février 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

GNAKADJA ADOHOUNPE, condamné le 1<sup>er</sup> mars 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

SOWOAN DOYE, condamné le 28 février 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

MOKPONON DEDE, condamné le 28 février 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

MENSAH SODJINON, condamné le 27 février 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

KLOUTSE Casimir condamné le 31 mars 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

DOMEVENON MIGLASSO, condamné le 31 mars 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

TEVI ANANI condamné le 29 mars 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

GBOSSOUKPE AZIANGO, condamné le 29 mars 1933 à 1 an de prison par le tribunal de cercle de Lomé.

Jusqu'à l'expiration de leur peine, le séjour dans le cercle de Lomé est interdit aux libérés conditionnels dont les noms suivent :

KODJO DOGBEVI,

MENSAH SODJINON,

KLOUTSE Casimir,

GNAKADJA ADOHOUNPE,

GBOSSOUKPE AZIANGO,

SOWOAN DOYE,

MOKPONON DEDE.

**MARCHÉ****Par arrêté du :**

25 janvier 1934. — Est réalisé le marché N° 8, souscrit le 3 août 1933 par la Compagnie Générale des Comptoirs Africains, à la suite de l'appel d'offres N° 7 en date du 1<sup>er</sup> août 1933, pour la fourniture au service du chemin de fer et du wharf de 3.000 kgrs. d'huile valvoline haute surchauffe.

Est ordonnée la saisie totale du cautionnement se montant à la somme de quatre cents francs, déposés par ladite compagnie en exécution des prescriptions de l'article 6 du marché précité, qui sera prise en recette au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — chapitre III — article 1 — paragraphe 2 — recettes éventuelles.

### MISSION RELIGIEUSE

Par décision du :

25 janvier 1934. — Sont agréés comme membres du conseil d'administration chargé de la gestion des biens de la mission catholique dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les missionnaires dont les noms suivent :

M.M. Le révérend Père TACCHINI Louis,

Le révérend Père RASSER Xavier,

en remplacement des R. P. BEDEL Jean Marie et LEGRAND Joseph.

### REMBOURSEMENTS

Par arrêtés des :

25 janvier 1934 — Le conseil d'administration entendu : — Le remboursement d'une somme de trois mille huit cent cinquante six francs, quatre vingts centimes (3.856,80) est accordé à M. ROVARIS, entrepreneur à Lomé.

La présente dépense sera imputée au budget local, chapitre VII, article 5, paragraphe 1 — exercice 1934.

Le remboursement d'une somme de cinq cent vingt cinq francs (525 frs.) représentant le montant de droits d'enregistrement et timbre indûment perçus est accordé à M. PEYROTTE, receveur d'enregistrement à Lomé.

La présente dépense sera imputée au budget local, chapitre VII, article 5, paragraphe 1 — exercice 1934.

Est autorisé le remboursement au profit de la Société Commerciale de l'Ouest Africain d'une somme de 27 frs. 50 représentant le quart de la valeur d'une dame-jeanne de vin rouge brisée en cours de transport n° 7490 du 23 novembre 1933 de Lomé à Palimé.

Cette dépense sera imputée au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1933, chapitre V, article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, dépenses imprévues.

### SOCIÉTÉ

Par arrêté du :

22 janvier 1934. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée « Club athlétique de Lomé ».

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

### AVIS AUX NAVIGATEURS

Cablogramme officiel

Libreville, le 16 janvier 1934

Commissaire République Lomé

N° 3. — Prière aviser navigateurs bouée banc caraïbe relevée et remplacée provisoirement par petite bouée surmontée pavillon noir.

MARCHESSOU

### DOMAINES

#### Concessions

Par arrêtés du :

25 janvier 1934. — Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Brym Louis ABIM-BOA, commis-expéditionnaire demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de 6 ares 45 centiares, sis à Lomé au nord de la place des fêtes immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 297 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Brym Louis, par arrêté du 9 janvier 1928.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Quashie Agbe-Van William, commis-expéditionnaire à Bassari, un terrain domanial de la surface de 5 ares 88 centiares, sis à Lomé formant le lot n° 1 du lotissement du centre de Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 183 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Quashie Agbe-Van William, par arrêté du 21 janvier 1926.

#### Avis de demandes d'immatriculation

##### au livre foncier du cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 899, déposée le 12 janvier 1934 le sieur Juda A. Novivo, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 24 centiares situé à Anécho, quartier Degbénou (cercle d'Anécho), et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est et au sud par terrain à Tychus Lawson, à l'ouest par un terrain à Tychus Lawson ou Daniel Akakpo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 900, déposée le 19 janvier 1934 le sieur Jacob Léopold Lawson, profession d'employé de commerce, demeurant à Wogan, où il est boutiquier et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel

en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction à usage d'habitation, à seul rez-de-chaussée, en briques cuites et crues, couverte en tôle d'une contenance totale de 8 ares 96 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho), et borné au nord par terrain à Houenassou, à l'est par terrain à Joseph Ayitsedji, au sud par terrain à Fred. Kumako Mensah, à l'ouest par la rue allant d'Anécho à Zébé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 902, déposée le 19 janvier 1934 le sieur Michel Messanvi da Sylveira, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 82 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho), et borné au nord par terrain à Cosmas K. Sylveira, à l'est par terrain à Antoine Silveira, au sud par la rue de Zébé, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est,

à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*au livre foncier du cercle de Lomé*

Suivant réquisition, n° 901, déposée le 19 janvier 1934 le sieur Robert Anani F. Cognon profession d'infirmier, demeurant à Mission-Tové et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de rectangle d'une contenance totale de 1 are 33 centiares situé à Lomé, quartier n° 9 (cercle de Lomé), et borné au nord par la rue de la Somme, à l'est par terrain à Ruth Ametonegble Tometi, au sud par terrain à Athanase Adenka, à l'ouest par terrain à Jérôme Ahamadah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

PEYROTTE.

## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »*

### AVIS

Le 27 décembre 1933 à Anécho, Togo, Quartier Magna, se sont réunis les membres soussignés de la communauté CREPPY, tous majeurs, jouissant de leurs droits, selon leur statut indigène, qui ont décidé de nommer comme chef de la communauté Monsieur Isaac Kokoroko Prince, assisté de M. M. Henry Karl Ayite-Guato Creppy et Samuel Abalovi Creppy.

Monsieur Isaac K. Prince aura tous les pouvoirs de chef de communauté que détenait auparavant Monsieur John Kunahe Creppy.

Ce dernier redevient un simple membre de la communauté.

Vu : pour la légalisation de la signature de M. LANREZAC apposée ci-contre.

Lomé, le 25 janvier 1934.

*Par délégation du Commissaire de la République,*

*Le Chef de Cabinet,*

CERVEAUX.

1<sup>er</sup> exemplaire d'original a été timbré à six francs et enregistré au registre des oblitérations sous le n° 34 du 20 janvier 1934 à Anécho.

*L'administrateur, commandant le cercle,*

LANREZAC.

**LOTÉRIE**

Le tirage du gros lot d'un million de la loterie de « La Plus Grande France » a eu lieu à Paris le 20 décembre 1933. Le numéro gagnant est le N° 041.126 de la série C B.

Monseigneur J. M. Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, a reçu de Monsieur le Commandant Marc DE PERETTI, directeur du « Foyer Colonial » de Marseille 1.000 billets pour une loterie dont le tirage aura lieu le 30 mars 1934.

Le produit de cette loterie sera affecté à l'achat d'un immeuble pour y installer définitivement « Le Plus Grand Foyer Colonial » de Marseille.

**Prix du billet — 5 francs.**

Lots : 1 lot de 50.000 francs en espèces  
1 lot de 20.000 — —  
1 lot de 5.000 — —  
5 lots de 1.000 — —  
10 lots de 500 — —  
20 lots de 250 — —

Nombre des billets — 200.000

Demander les billets à l'Evêché — Lomé.



## CHEMIN DE FER DU TOGO

Service de l'Exploitation

4<sup>e</sup> Trimestre 1933

GARES EXPÉDITRICES		Nombre de voitures Matériel roulant taxé à la place	NOMBRES 1					2											3							
			Agneaux Moutons Brebis Chèvres	Porcs	Chevaux Mulets Ânes	Taureaux Vaches Bœufs	Maïs	Graines de Colza	Amandes de Palme	Coprah	Ignames et Manioc	Haricots	Olignons	Farines de maïs, du manioc Yapoka	Farines alimen- taires Pésoles	Riz	Arachides	Cacao en fèves	Café vert	Noix de Coco	Noix de Kélan	Fruits du pays Bananes Gourmes Ananas	Fruits et Légumes Train Lait Fromages Conserves	Poissons secs	Viande fumée ou salée	
	A	A	B	C	D	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	A	B	C	D	E	F	G	H		
LIGNE D'ANÉCHO																										
Montée . . . . .	2								T 0 2				T 14 5		T 5 4	T 5 3				T 3 3	T 14 1		T 2 2	T 0 4		
Descente . . . . .	1						T 1.958 5		T 167 9	T 510 4	T 1 2	T 24 1	T 0 1	T 84 4			T 0 6	T 2 7		T 32 3		T 3 8		T 194 7		
TOTAL . . . . .	3						T 1.958 5		T 167 9	T 510 6	T 1 2	T 24 1	T 14 6	T 84 4	T 5 4	T 5 3	T 0 6	T 2 7		T 35 6	T 14 1	T 3 8	T 2 2	T 195,1		
LIGNE DE PALIMÉ																										
Montée . . . . .							T 2 0				T 0 8	T 15 4		T 8 5	T 4 2	T 8 9	T 4 4			T 0 1		T 4 0	T 19 1	T 12 1		
Descente . . . . .					20		T 20 9		T 455 6		T 1 6	T 2 1	T 0 3	T 15 1			T 2 6	T 2.642 8	T 49 3			T 10 9		T 0 1		
TOTAL . . . . .					20		T 22 9		T 455 6		T 2 4	T 17 5	T 0 3	T 21 6	T 4 2	T 6 9	T 7 0	T 2.642 8	T 49 3	T 0 1		T 14 9	T 19 1	T 12 2		
LIGNE D'ATAKPAMÉ																										
Montée . . . . .							T 0 2				T 0 3	T 0 5	T 2 3	T 2 1	T 3 0	T 2 8				T 0 7	T 0 2	T 0 8	T 5 9	T 3 4		
Descente . . . . .							T 74 0		T 559 1		T 112 9	T 1 4		T 12 6		T 0 1	T 0 2	T 5 5				T 6 8	T 0 6	T 0 1		
TOTAL . . . . .							T 74 2		T 559 1		T 113 2	T 1 9	T 2 3	T 14 7	T 3 0	T 2 9	T 0 2	T 5 5		T 0 7	T 0 2	T 7 1	T 6 5	T 3 4		
RÉCAPITULATION																										
Montée . . . . .	2						T 2 2		T 0 2	T 1 1	T 15 9	T 16 8	T 8 6	T 12 6	T 15 0	T 4 4			T 4 1	T 14 3	T 4 8	T 27 2	T 15 9			
Descente . . . . .	1						T 2.053 4		T 1.182 6	T 510 4	T 116 7	T 27 6	T 0 4	T 112 1		T 0 1	T 3 4	T 2.651 0	T 49 3	T 32 3		T 21 0	T 0 6	T 194 8		
TOTAL . . . . .	3						T 2.055 6		T 1.182 6	T 510 6	T 116 8	T 43 5	T 17 2	T 120 7	T 12 6	T 15 1	T 7 8	T 2.651 0	T 49 3	T 38 4	T 14 3	T 26 8	T 27 8	T 210 7		

# Relevé par nature des Marchandises

6			7	8	9			10	11				12		13	
Arbres	Boissons du pays	Eaux minérales et gazeuses	Agglomérés Coke Houille	Allumesaux Bois à brûler Copraux	Bois de mine, Traverses ou bala pour voie Ferrée	Bois de charpente Madriers	Bois de charbonnage et de menuiserie	Craux de construction Ciment Plâtre	Belques Tuyaux en terre cuite	Cailloux Gravier Sablo	Pierres Moullons Pavés	Laiterie	Argile	Craie Pyrite Silice	Minerais	
C	D	E	A	A	A	B	C	A	A	B	C	D	A	B	A	
T 4 0		T 2 1		T 4 9		T 6 0	T 0 4	T 110 4			T 0 5					
						T 2 0	T 1 6	T 5 8			T 0 3			T 6 2		
T 4 0		T 2 1		T 4 9		T 6 0	T 2 2	T 116 2			T 0 8			T 6 2		
T 5 4		T 1 6		T 0 8		T 0 3	T 0 6	T 72 8								
		T 6 9		T 7 2		T 18 2	T 12 2			T 20 0				T 1 3		
T 5 4		T 8 5		T 8 0		T 18 5	T 12 8	T 72 6		T 20 0				T 1 3		
T 5 7		T 2 3		T 0 7				T 25 2		T 29 0						
T 0 2		T 0 2		T 22 3		T 22 2	T 1 6			T 260 0						
T 5 9		T 2 5		T 23 0		T 22 2	T 1 6	T 25 2		T 280 0						
T 15 1		T 6 8		T 6 4		T 6 3	T 1 0	T 208 2		T 20 0	T 0 5					
T 0 2		T 7 1		T 28 5		T 12 4	T 15 6	T 6 8		T 280 0	T 0 3			T 7 5		
T 15 3		T 13 1		T 35 9		T 18 7	T 16 6	T 214 0		T 300 0	T 0 8			T 7 5		

# transportées en Petite Vitesse

14					15						16				17	18	19	20						
Acier ou fer brut Fusille Fusils brut	Acier ou fer ouvrés	Maté- riels métal- liques pour voi- tures	Acié- re ou fer Fusilles Tôles d'acier ou de fer Zinc	Chaudron- nerie Outillage- rie Instru- ments agricoles	Essence	Pétrole	Huile lourde (Mazout)	Bitumes, Bras, Goudron et Résines	Alcools dénat- urés	Coen- tours brut	Huile de palme	Beurre de karité	Huiles végétales Huiles de graines Savon	Huile de Ricin	Matières tannantes et tannins	Acide sulfuri- que Produits chimiques non dénom- més	Papiers Carbon Imprimés Papiers non dénom- més	Coton brut	Coton égrand	Kapok brut	Kapok égrand	Sisal	Chiffons Tissus	Bâches Sacs en toile, Toile d'emballage Cordes et cordages
A	B	C	D	E	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	A	A	A	A	B	C	D	E	F	G
T 0 7			T 7 3	T 9 8	T 6 6	T 104 1	T 4 6						T 4 8	T 0 4	T 2 3	T 1 4					T 0 7		T 16 8	T 28 3
T 11 1			T 8 1	T 6 8	T 0 2						T 0 8	T 7 8	T 1 4		T 0 4	T 0 2			T 0 3				T 0 1	T 0 2
T 11 8			T 13 4	T 16 8	T 7 0	T 104 1	T 4 6				T 0 6	T 7 8	T 6 2	T 0 4	T 2 7	T 1 9			T 0 3			T 0 7	T 16 9	T 29 1
T 8 1	T 1 2		T 13 4	T 7 6	T 76 5	T 74 0	T 3 8		T 0 1		T 0 9		T 0 8	T 1 0	T 0 4	T 0 5	T 0 2						T 8 5	T 69 0
T 0 3			T 2 7			T 0 5					T 25 9		T 0 7										T 3 7	T 7 4
T 8 4	T 1 2		T 18 1	T 7 5	T 78 5	T 74 5	T 3 8		T 0 1		T 26 8		T 1 6	T 1 0	T 0 4	T 0 5	T 0 2						T 12 2	T 76 4
		T 0 1	T 7 7	T 8 6	T 23 7	T 24 9	T 2 8	T 0 2			T 0 6		T 1 4	T 0 8	T 0 4	T 0 4							T 11 3	T 10 1
T 0 1			T 0 2	T 0 7							T 15 9	T 1 7			T 0 1	T 0 2			T 8 0				T 0 7	T 1 8
T 0 1	T 0 1		T 7 9	T 10 3	T 23 7	T 24 8	T 2 8	T 0 2			T 16 4	T 1 7	T 1 4	T 0 8	T 0 5	T 0 6			T 8 0				T 12 0	T 11 9
T 8 8	T 1 3		T 26 4	T 26 9	T 107 0	T 203 0	T 11 0	T 0 2	T 0 1		T 1 4		T 1 1	T 2 0	T 3 1	T 2 3	T 0 2					T 0 7	T 38 6	T 107 4
T 11 5			T 9 0	T 7 5	T 0 2	T 0 5					T 42 4	T 9 5	T 2 1		T 0 5	T 0 4			T 8 3				T 4 5	T 10 6
T 20 3	T 1 3		T 37 4	T 34 4	T 107 2	T 203 5	T 11 0	T 0 2	T 0 1		T 43 8	T 9 5	T 9 9	T 2 0	T 3 6	T 2 7	T 0 2		T 8 3			T 0 7	T 41 1	T 117 4

# Statistique Commerciale

[illegible]